NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE-PROVENCE

■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS. Approbation d'une convention.

Pour avis du Conseil de Territoire

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence. Il consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie. L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise. Cette aide est conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale.

L'entreprise MEHARI CLUB CASSIS (MCC) s'appuie sur une expertise de presque 40 ans. C'est toutefois à partir de 1998 avec le contrat d'exclusivité signé avec Citroën que MCC s'est progressivement substituée au constructeur pour devenir la seule entreprise à fabriquer et commercialiser les pièces de rechange pour les voitures Méhari et les 2CV en rachetant auprès du constructeur historique l'outillage d'origine. L'entreprise familiale a été reprise en 2013 par deux cadres passionnés d'automobile qui poursuivent son expansion. Différents chantiers de diversification ont ainsi été entrepris depuis 6 ans. En 2015, en reprenant l'activité de la société MBI MOTOROP spécialisée dans la fabrication des moteurs pour échange standard de 2CV, MCC est devenu un constructeur automobile. En 2016, l'entreprise conçoit une version électrique de la Méhari : l'EDEN. L'objectif de production est fixé à 50 unités par an.

Plus globalement, les différentes activités de MCC emploient 63 collaborateurs sur le territoire Est métropolitain et génèrent un chiffre d'affaires avoisinant les 15 millions d'euros. La stratégie de développement de l'entreprise mise en œuvre suite à la reprise vise un effectif de 100 collaborateurs en 10 ans (15 recrutements déjà réalisés et une création envisagée d'emploi de 40 personnes).

Pour accompagner son expansion, l'entreprise MCC a fait l'acquisition en novembre 2018 d'un foncier de 30000m² appartenant à la commune de Cassis en vue de construire un bâtiment complémentaire de 5660m² à proximité de leur siège actuel au sein du Technoparc de Bregadan sur Cassis.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI BREGADAN s'élève à plus de 5,4 millions d'euros répartis en un coût de 821 665 euros pour le foncier et un coût de 4 642 688 euros pour la construction. La livraison du bâtiment est prévue pour le dernier trimestre 2019. Le financement de l'opération sera assuré principalement par un crédit-bail immobilier dont BPI France est le chef de file.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le projet immobilier de l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS à hauteur de 90.000 euros. La subvention sera versée au crédit-bailleur au titre de l'acquisition d'un bâtiment industriel dédié à l'activité de la société MCC et répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail accordé à la SCI BREGADAN qui répercutera la charge sur la société exploitante MCC.

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur

■ Séance du 24 Octobre 2019

12665

■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS. Approbation d'une convention.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.

Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

1. Présentation de l'entreprise :

L'entreprise MEHARI CLUB CASSIS (MCC) s'appuie sur une expertise de presque 40 ans. Les premières rénovations de Méhari remontent au début des années 1980. C'est à partir de 1998 avec le contrat d'exclusivité signé avec Citroën que MCC s'est progressivement substituée au constructeur pour devenir la seule entreprise à fabriquer et commercialiser les pièces de rechange pour les voitures Méhari en rachetant auprès du constructeur historique l'outillage d'origine. Ce fut la même démarche pour les 2CV.

L'entreprise familiale a été reprise en 2013 par deux cadres passionnés d'automobile Ms Vagner et Wimez qui poursuivent son expansion. La commercialisation de l'activité historique a ainsi été digitalisée (plus de 50% du CA se réalisant via l'e-commerce). Différents chantiers de diversification ont également été entrepris depuis 6 ans. Ainsi en 2015, grâce à l'opportunité de reprise de l'activité de la société MBI MOTOROP spécialisée dans la fabrication des moteurs pour échange standard de 2CV, MCC est devenu un constructeur automobile. Egalement, le projet de conception d'une Méhari électrique baptisée EDEN a été lancé. Depuis, une quarantaine d'EDEN ont été vendues qui préfigure la phase d'industrialisation avec un objectif de production annuel fixé à 50 unités. Enfin les équipes de MCC ont mis au point un kit de

conversion dans le but de viser le marché de reconversion en électrique les voitures de collection Méhari et 2CV

Plus globalement, les différentes activités de MCC emploient 63 collaborateurs sur le territoire Est métropolitain et génèrent un chiffre d'affaires avoisinant les 15 millions d'euros. La stratégie de développement de l'entreprise mise en œuvre suite à la reprise vise un effectif de 100 collaborateurs en 10 ans (15 recrutements déjà réalisés et une création envisagée d'emploi de 40 personnes). Les perspectives de croissance de MCC lui ont permis d'être lauréate de la 3e promotion d'entreprises à être accompagnées par l'Accélérateur de Rising Sud. De plus, son engagement RSE est remarquable ; souligné par la labellisation Emplitude en 11/2018 (notamment par la mise à disposition d'un local dédié à 2 ESAT (Arc-en-Ciel de Carnoux et La Gauthière d'Aubagne) pour des activités de préparation de pièces et de mise en conditionnement. L'entreprise a initié des démarches pour candidater au label EPV Entreprise du Patrimoine Vivant pour mettre en avant les savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence des salariés de MCC.

2. Projet immobilier :

Pour accompagner son expansion, l'entreprise MCC a fait l'acquisition en novembre 2018 d'un foncier de 30000m² appartenant à la commune de Cassis en vue de construire un bâtiment complémentaire de 5660m² à proximité de leur siège actuel au sein du Technoparc de Bregadan sur Cassis. Les activités de l'entreprise sont aujourd'hui réparties sur 4 sites (Cassis, Carnoux, sous-traitance auprès d'un prestataire logistique, stockage sous tente). La réalisation de ce nouveau bâtiment va ainsi permettre de regrouper l'ensemble des activités, d'optimiser et créer l'espace supplémentaire nécessaire au développement du pôle « véhicules électriques » ainsi que d'améliorer les conditions de travail des salariés (la CARSAT accompagne l'entreprise sur ce sujet).

Plusieurs dispositions sont prévues en faveur du développement durable et des économies d'énergie :

- Les zones « bureaux/ show-room / atelier sellerie » sont conformes à la réglementation RT2012.
- Les zones "ateliers ferronnerie / halle de stockage" bénéficient d'une isolation renforcée (façades et toiture) et d'un système de hors gel à détente directe (PAC) nécessitant une puissance électrique restreinte.
- L'ensemble du bâtiment répond aux exigences liées au classement ICPE.
- La structure et la couverture ont été conçues avec l'objectif d'installer ultérieurement une centrale photovoltaïque de plus de 3000m² conformément aux souhaits des acquéreurs.
- Les matériaux extraits du site lors des terrassements ont été réutilisés pour réaliser les structures de voirie et les enrochements.
- Enfin une dépollution du sol a été réalisée.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI BREGADAN s'élève à 5,4 millions d'euros répartis en un coût de 821.665 euros pour le foncier et 4 642 688 euros pour la construction.

La livraison du bâtiment est prévue pour le dernier trimestre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un crédit-bail immobilier dont BPI est le chef de file.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS pour ce projet immobilier par courrier dès septembre 2017 lors de l'élaboration de celui-ci. Cette sollicitation a été confirmée par courrier en juillet 2019 attestant sa concrétisation.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS à hauteur de 90.000 euros soit 2.07% de l'assiette éligible du coût de la construction de 4 338 888 euros. La subvention sera versée au crédit-bailleur au titre de l'acquisition d'un bâtiment industriel dédié à l'activité de la société MCC. La subvention sera répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail accordé à la SCI BREGADAN qui répercutera la charge sur la société exploitante MCC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le
- Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019,.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités ;
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application ;
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que l'entreprise Méhari Club de Cassis a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière, la SCI BREGADAN et que le financement est assuré principalement par un crédit-bail immobilier, la subvention sera versée au crédit-bailleur et répercutée sur le montant des annuités de crédit-bail, conformément au règlement d'attribution.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 90.000 euros à la SCI BREGADAN - soit 2.07 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société Méhari Club de Cassis, au titre de la construction d'un bâtiment industriel.

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement, opération budgétaire 2008114800, nature 20421, fonction 61.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Développement des entreprises,
Zones d'activités, Commerce et Artisanat

Gérard GAZAY

**Convention quadripartite relative à l'octroi d'une aide au titre du projet immobilier porté par la
Société MEHARI CLUB CASSIS à Cassis**

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence sise 58, boulevard Charles Livon à 13007 MARSEILLE, représentée par son Vice-Président délégué au Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce et Artisanat, Monsieur Gérard GAZAY, agissant en vertu de la délibération n° ECO .../19/BM du ... octobre 2019, ci-après dénommée « la Métropole »

ET

La S.C.I. BREGADAN, enregistrée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 830 940 466, représentée par Messieurs Julien VAGNER et Stéphane WIMEZ., Gérants associés, ayant tout pouvoir de signature des présentes, ci-après dénommée « la S.C.I.»

ET

La SAS MEHARI CLUB CASSIS au capital social de 87 810, 63 €, sise Quartier du Brégadan 13260 Cassis, enregistré au RCS de Marseille sous le numéro 385 081 161, représentée par, Messieurs Julien VAGNER et Stéphane WIMEZ, Présidents de la SAS CHRONOS HOLDING, ayant tout pouvoir de signature des présentes, ci après dénommée « MCC » ou « le bénéficiaire »

ET

BPI France FINANCEMENT , au capital social de 839 907 320 €, sise 2731 avenue du Général Leclerc – 94710 MAISON-ALFORT CEDEX enregistré au RCS de Créteil sous le numéro 320 252 489 représentée par Monsieur, ayant tout pouvoir de signature des présentes, ci après dénommée «le crédit-bailleur ».

PREAMBULE

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser le taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10 % pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

L'entreprise Méhari Club Cassis (MCC) s'appuie sur une expertise de presque 40 ans. Les premières rénovations de Méhari remontent au début des années 1980. C'est à partir de 1998 avec le contrat

d'exclusivité signé avec Citroën que MCC s'est progressivement substituée au constructeur pour devenir la seule entreprise à fabriquer et commercialiser les pièces de rechange pour les voitures Méhari en rachetant auprès du constructeur historique l'outillage d'origine. Ce fut la même démarche pour les 2CV.

L'entreprise familiale a été reprise en 2013 par deux cadres passionnés d'automobile Ms Vagner et Wimez qui poursuivent son expansion. La commercialisation de l'activité historique a ainsi été digitalisée (plus de 50% du CA se réalisant via l'e-commerce). Différents chantiers de diversification ont également été entrepris depuis 6 ans. Ainsi en 2015, grâce à l'opportunité de reprise de l'activité de la société MBI MOTOROP spécialisée dans la fabrication des moteurs pour échange standard de 2CV, MCC est devenu un constructeur automobile. Egalement, le projet de conception d'une Méhari électrique baptisée EDEN a été lancé. Depuis, une quarantaine d'EDEN ont été vendues qui préfigure la phase d'industrialisation avec un objectif de production annuel fixé à 50 unités. Enfin les équipes de MCC ont mis au point un kit de conversion dans le but de viser le marché de reconversion en électrique les voitures de collection Méhari et 2CV

Plus globalement, les différentes activités de MCC emploient 63 collaborateurs sur le territoire Est métropolitain et génèrent un chiffre d'affaires avoisinant les 15 millions d'euros. La stratégie de développement de l'entreprise mise en œuvre suite à la reprise vise un effectif de 100 collaborateurs en 10 ans (15 recrutements déjà réalisés et une création envisagée d'emploi de 40 personnes). Les perspectives de croissance de MCC lui ont permis d'être lauréate de la 3e promotion d'entreprises à être accompagnées par l'Accélérateur de Rising Sud. De plus, son engagement RSE est remarquable ; souligné par la labellisation Emplitude en 11/2018 (notamment par la mise à disposition d'un local dédié à 2 ESAT (Arc-en-Ciel de Carnoux et La Gauthière d'Aubagne) pour des activités de préparation de pièces et de mise en conditionnement. L'entreprise a initié des démarches pour candidater au label EPV Entreprise du Patrimoine Vivant pour mettre en avant les savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence des salariés de MCC.

Pour accompagner son expansion, l'entreprise MCC a fait l'acquisition en novembre 2018 d'un foncier de 30000m² appartenant à la commune de Cassis en vue de construire un bâtiment complémentaire de 5660m² à proximité de leur siège actuel au sein du Technoparc de Brégadan sur Cassis. Les activités de l'entreprise sont aujourd'hui réparties sur 4 sites (Cassis, Carnoux, sous-traitance auprès d'un prestataire logistique, stockage sous tente). La réalisation de ce nouveau bâtiment va ainsi permettre de regrouper l'ensemble des activités, d'optimiser et de créer l'espace supplémentaire nécessaire au développement du pôle « véhicules électriques » ainsi que d'améliorer les conditions de travail des salariés.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI BREGADAN s'élève à 5,4 millions d'euros répartis en un coût de 821 665 euros pour le foncier et 4 642 688 euros pour la construction.

Cet investissement immobilier repose sur la S.C.I. BREGADAN.

La livraison du bâtiment est prévue pour le dernier trimestre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un crédit-bail immobilier dont BPI est le chef de file.

La société MCC sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019, dont les modalités sont définies par le règlement d'attribution et par la présente convention.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I. ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

En application de la délibération sus-nommée, la Métropole attribue au crédit-bailleur une subvention de 90.000 € soit 2.07 % d'une assiette éligible de 4 338 888 € HT, au titre de la construction d'un bâtiment industriel dédié à l'activité de la société MEHARI CLUB CASSIS. La subvention sera répercutée sur le montant des annuités de crédit-bail.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE ET DU BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION

En contrepartie de cette subvention, MEHARI CLUB CASSIS s'engage, conformément au programme décrit dans l'exposé des motifs :

- à créer au minimum 10 emplois à durée indéterminée pendant la période du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2022 ;
- à transmettre à la collectivité tous les ans un rapport d'avancement du programme, au-delà des pièces exigées au titre du versement de la subvention ;
- à maintenir, sur le territoire, son activité et ses emplois pendant une durée de trois ans minimum.

Le versement de la subvention est conditionné au respect de ces engagements.

II. ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Après achèvement de l'opération, la subvention sera versée dans sa totalité au crédit-bailleur, sur la base des documents suivants :

copie du protocole d'accord de financement, désignant explicitement l'adresse postale du bâtiment ou du terrain faisant l'objet de la subvention, signé par le crédit-bailleur et l'entreprise aidée, comportant l'actuel tableau d'amortissement financier de l'opération et mentionnant l'attribution possible d'une subvention et précisant les modalités d'imputation de cette subvention ;

le procès-verbal de réception de fin de travaux ;

le décompte définitif des dépenses réalisées postérieurement à la date d'accusé de réception du dossier, visé par le dirigeant de la société bénéficiaire et mentionnant les règlements ;

l'acte ou l'attestation de vente ;

une attestation d'assurance de responsabilité civile sur le bâtiment ;

une justification de la communication relative à l'aide de la Métropole (panneau posé à l'entrée du bâtiment...);

un premier état d'avancement sur le projet de développement de l'entreprise et des embauches ;

l'attestation d'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ;

un document financier prenant en compte le versement de la subvention de la Métropole et sa répercussion sur les loyers à acquitter par l'entreprise, signé par les personnes dûment habilitées à engager les sociétés concernées.

III. ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'OPÉRATION

4.1 La S.C.I. et MCC sont tenus d'informer la Métropole de toute modification concernant le projet tel que décrit dans l'exposé préalable.

Il appartiendra à la Métropole d'accepter cette modification et, le cas échéant, de modifier la présente convention par voie d'avenant.

La non-acceptation de la modification peut entraîner la résiliation de la convention et le reversement de l'aide comme stipulé à l'article 6.

4.2. Un délai supplémentaire d'une année peut être accordé à l'entreprise, sur demande argumentée pour la réalisation de son programme.

IV. ARTICLE 5 : CONTRÔLE

- 5.1. La Présidente de la Métropole se réserve le droit, avant tout paiement, de demander tous documents complémentaires permettant de vérifier la bonne réalisation des engagements de l'entreprise, tels que contrats et factures ainsi que pièces attestant des recrutements de personnel.
- 5.2. Pendant la durée de la présente convention, l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS est tenue, chaque année, de fournir ses comptes à la collectivité.
- 5.3. Au 31 octobre 2022, l'entreprise fournira à la collectivité une attestation certifiée de création d'au moins 10 emplois à durée indéterminée depuis le 1^{er} novembre 2019.

V. ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE

- 6.1. MCC se doit de maintenir les emplois pendant 3 ans à compter de leur date de création. A défaut de respecter cette obligation, la Métropole pourra exiger au terme de ce délai, le remboursement par la société de la subvention perçue au prorata des emplois non maintenus.
- 6.2. En cas de cessation d'activité de l'établissement durant les 3 années du délai prévu à l'article 6-1, la Métropole pourra exiger au terme de ce délai le remboursement par l'entreprise de la subvention perçue, au prorata des emplois non maintenus.
- Les remboursements effectués à ces titres devront être effectifs dans les 12 semaines suivant la production par la collectivité d'un titre de recettes adressé à l'entreprise, à ses mandataires, repreneurs ou actionnaires.
- 6.3. L'entreprise s'engage sur le fait que 25 % au moins des dépenses liées à l'investissement immobilier sont financés sans aucune aide publique.
- 6.4. L'entreprise est tenue de déclarer l'ensemble des aides reçues ou sollicitées pour le financement de son projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents.

VI. ARTICLE 7 : REVERSEMENT ET RESILIATION

La Métropole sera en droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes reçues par le titulaire :

- si l'ensemble des dispositions prévues dans la présente convention n'est pas respecté,
- si l'exécution du projet aidé est partielle,
- si le titulaire ne souhaite pas poursuivre le projet et sollicite la résiliation de la convention.

Dans ce cas, la subvention devra être reversée par le crédit-bailleur dans un délai de deux mois à compter de la date de résiliation, notifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

VII. ARTICLE 8 – COMMUNICATION

Après réalisation de l'opération immobilière, l'entreprise apposera un panneau sur la façade du bâtiment, comprenant le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que la phrase : *Ce bâtiment a reçu le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

Pendant toute la durée de la convention, l'entreprise est tenue d'associer la Métropole aux actions de communication institutionnelle (documents, supports Web, inauguration, visite...) et de faire apparaître son soutien au projet.

L'entreprise bénéficiaire s'engage à répondre à toute sollicitation de la Métropole sur ses actions de communication au sujet de ce dispositif, elle donnera à la Métropole — et ce dans la mesure du possible — accès au site aidé pour des visites de sites industriels, pour la rédaction d'articles ou la réalisation de supports audiovisuels et/ou pour assurer la promotion du dispositif.

VIII.

IX. ARTICLE 9 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention, exécutoire à compter de sa signature par les parties, est conclue pour la durée d'exécution du programme visée à l'article 2 (période de création d'emplois et maintien sur trois ans).

A Marseille, le en trois exemplaires originaux

Le Président de la SAS MEHARI CLUB CASSIS

Le Gérant Associé de la S.C.I BREGADAN

Le crédit-bailleur

Le Vice-Président de la Métropole délégué au
Développement des entreprises, Zones d'Activités,
Commerce et, Artisanat

Gérard GAZAY